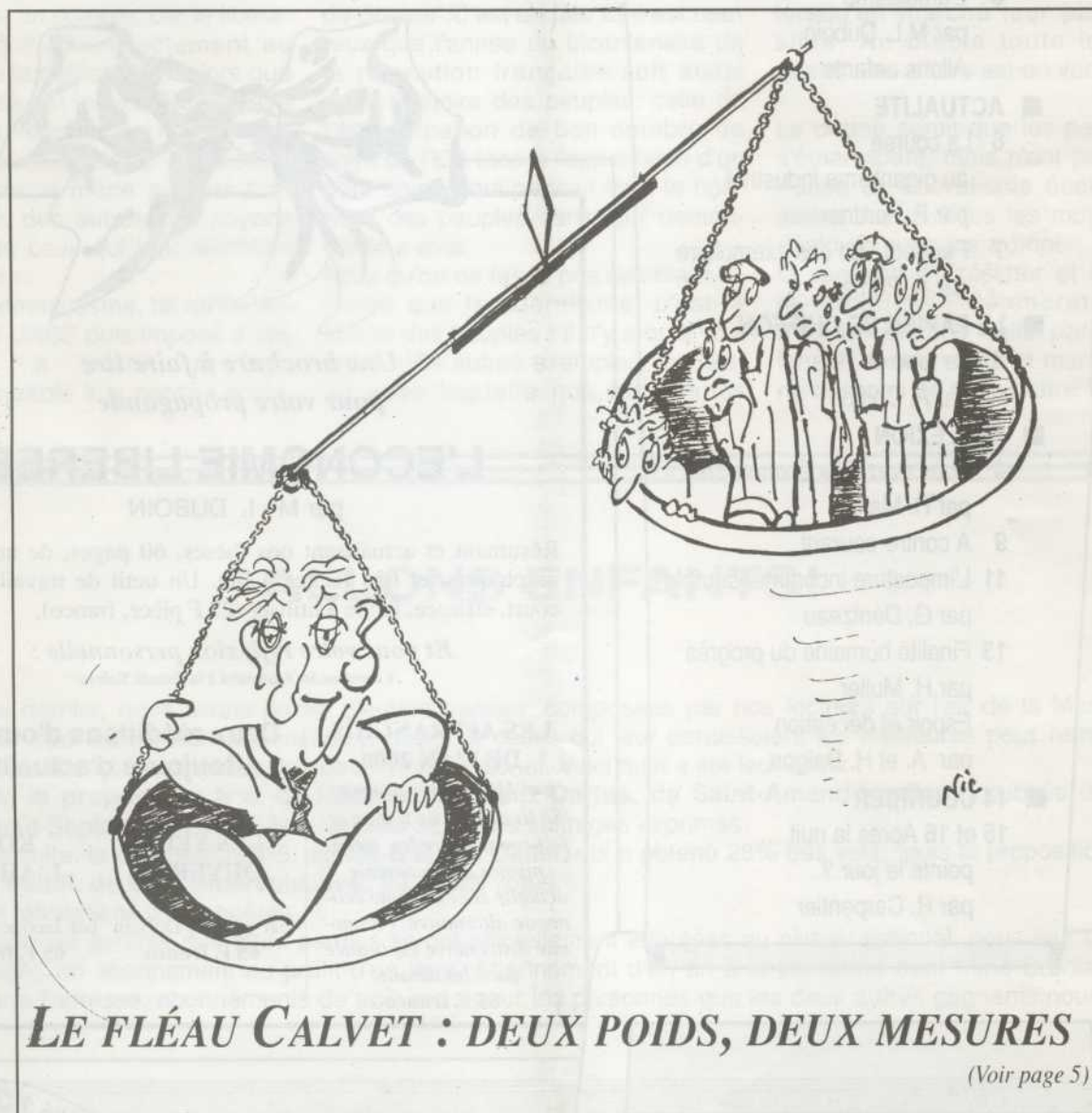


LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES
PAR LA SCIENCE

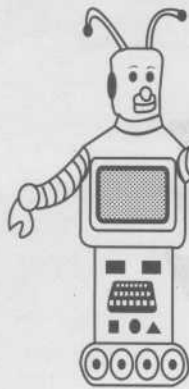
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



M 1669 - 883 - 10,00 F



3791669010000 08830



Directrice de la publication
M-L DUBOIN.
Commission paritaire N°57434.
Diffusé par les N.M.P.P.
Rédacteurs bénévoles, selon leur disponibilité.
Composition au journal sur Macintosh Plus.
Mise en page : EDIT-PLUS,
4, rue André Messager-75018 Paris.
Impression : TIP, M. PERNEL,
11 rue du Progrès, Montreuil.

ABONNEZ-VOUS

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

| | |
|---------------------------------|--------|
| France | 100 F |
| Abonnement d'essai (6 mois).... | 60 F |
| Abonnement de soutien | 140 F |
| Abonnement de propagande : | |
| - 5 n° mensuels | 160 F |
| - 10 n° mensuels | 200 F |
| Etranger | 125 FF |
| (Par avion nous consulter) | |

Nous acceptons toute somme inférieure à ce tarif de la part des lecteurs qui ne peuvent faire plus. Ce journal ne survit que grâce à la souscription permanente :

Règlement par chèques postaux: au C.C.P. "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris.
Les règlements par mandat ou par chèque bancaire doivent être à l'ordre de:

"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"

LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VESINET

SOMMAIRE

- **EDITORIAL**
- 3 L'amalgame
par M.L. Duboin
Allons enfants
- **ACTUALITE**
- 6 La course
au gigantisme industriel
par P. Herdner
- 7 Peugeot, un cas exemplaire
par A. Prime
- **LE PAPIER DE CHIFFON**
- 8 Le tube de l'été
par A. Chiffon
- **REFLEXION**
- 4 Vous avez dit « économistes » !
par R. Marlin
- 9 A contre-courant
- 11 L'imposture incommensurable
par G. Denizeau
- 13 Finalité humaine du progrès
par H. Muller
Espoir et déception
par A. et H. Dalgon
- **14 COURRIER**
- 15 et 16 Après la nuit....
pointe le jour ?
par R. Carpentier



*Une brochure à faire lire
pour votre propagande*

L'ECONOMIE LIBEREE

par M - L DUBOIN

Résumant et actualisant nos thèses, 60 pages, de nombreux graphiques, et très faciles à lire. Un outil de travail simple, court, efficace, facile à utiliser (22 F pièce, franco).

Et pour votre réflexion personnelle :
à commander également à la Grande Relève

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

par Marie-Louise Duboin
Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative, l'économie distributive expliquée dans les détails.
85 F, franco

Deux rééditions d'ouvrages toujours d'actualité :

LES YEUX OUVERTS

par Jacques Duboin
65 F, franco

KOU L'AHURI

par Jacques Duboin
65 F, franco

les mardi et jeudi
après-midi
16 (1) 30 71 58 04



Allô ? Oui,
la Grande Relève
à l'appareil...

L'AMALGAME

par Marie-Louise DUBOIN

Décidément, les conservateurs de tous poils sont très forts. Ils ont entrepris de nous faire confondre le désir, fort légitime, des peuples de l'Est vers la démocratie avec une sois-disant aspiration dans ces pays à voir l'économie de marché y imposer les désordres du libéralisme économique. C'est un comble, car le libéralisme conduit très exactement au contraire de la démocratie : alors que la démocratie est la plus élémentaire marque du respect de l'opinion et des souhaits des autres; le libéralisme économique mène au plus profond mépris des autres. Ne soyons donc pas de ceux qui font semblant de confondre...

En fait, le communisme, tel qu'il a été instauré en URSS puis imposé à ses satellites, a porté un tort incommensurable à la pensée socia-

liste parce qu'il a permis à ses opposants d'assimiler socialisme et absence de démocratie. Comme me l'écrivait récemment notre correspondant en Allemagne de l'Est dans un français que nos lecteurs aménageront : le communisme "a perdu sa position positive à cause des crimes de Staline". C'est un fait. Et il est heureux que l'année du bicentenaire de la révolution française soit aussi dans l'histoire des peuples, celle de l'émancipation de bon nombre de pays de l'Est face à l'oppression d'un parti unique qui pensait faire le bonheur des peuples sans leur demander leur avis.

Mais qu'on ne fasse pas semblant de croire que le libéralisme, c'est la liberté des peuples ! Il n'y a qu'à voir, entre mille autres exemples, la vitesse avec laquelle nos marchands

"libéraux" se sont empressés de reprendre leurs démarches commerciales avec la Chine : qu'importe pour eux la répression contre les étudiants qui réclamaient la liberté d'expression, l'essentiel est de faire du commerce et il n'y a pas, à leurs yeux, de boycott qui puisse tenir lorsqu'un marché leur paraît possible. Au diable toute idéologie quand une affaire est en vue !

Le drame serait que les peuples qui s'émancipent, mais n'ont pas l'expérience du libéralisme économique, soient dupes. Tous les moyens sont déployés pour les tromper. Auront-ils la sagesse d'y résister et d'inventer le socialisme démocratique qui n'existe encore nulle part et pour lequel, contre vents et marées, nous ne cessons de nous battre ?

ALLONS ENFANTS!

Depuis Mai dernier, nous avons publié d'autres paroles, composées par nos lecteurs sur l'air de la Marseillaise. Après quoi, nos lecteurs ont été invités à désigner celles qui leur paraissaient les meilleures pour remplacer les appels au meurtre que sont celles de notre hymne national. Voici quel a été leur choix :

En premier, la proposition N°8, de **Madame Bruniaux-Dartus, de Saint-Amand-les-Eaux**, publiée dans notre N°881, d'Août-Septembre 1989. Elle a recueilli 32 % des suffrages exprimés.

Viennent ensuite: la proposition N°5, signée **B.B., de Dallet**, qui a obtenu 28% des voix; puis la proposition N°3, de **Raymond Pélofi, de Bize-Minervois**, avec 20 % des votes.

Toutes nos félicitations à nos poètes.

Faute de pouvoir garantir que leurs paroles seront officiellement adoptées au niveau national, nous leur offrons, en remerciement, un abonnement au profit d'un tiers. Abonnement d'un an à la personne dont Mme Bruniaux-Dartus nous enverra l'adresse, abonnements de trois mois pour les personnes que les deux autres gagnants nous désigneront.

**Tout ce qui est nécessaire et matériellement réalisable,
doit être financièrement possible.**

Jacques DUBOIN

Vous avez dit "Economistes"?

par René Marlin

Il me revient par différentes personnes que l'on nous conteste la qualité d'économistes. Le sous-titre de notre publication "Mensuel de réflexion socio-économique..." peut évidemment laisser supposer que nous prétendons être des spécialistes en la matière. Alors que répondre à ces objecteurs ?

Diplômés ?

C'est vrai qu'aucun des rédacteurs habituels de la Grande Relève ne possède un titre universitaire de sciences économiques. D'ailleurs nous contestons que l'économie soit une science, préférant l'appeler économie politique, par exemple. Comme nous le verrons plus loin, cette distinction n'est pas vaine car les économistes reconnus usent et abusent de leur autorité "scientifique" pour imposer des vues qui n'ont rien d'absolu et qui sont souvent gouvernées plus par des modes et des préjugés que par des raisonnements rigoureux et logiques (1). Loin de procéder à l'examen de nos positions, ils nous ignorent superbement et nous méprisent radicalement. Rares sont ceux qui prennent la peine d'étudier nos thèses, ne serait-ce que pour les réfuter. Notre fondateur ne manquait pas une occasion de stigmatiser les "économistes distingués" imbus de leur savoir qui enseignaient dans les facultés d'avant-guerre des théories cent fois contredites par les faits et qui refusaient de parler d'économie distributive, car leurs cours étaient polycopiés à l'avance, donc immuables et inaccessibles à la nouveauté.

Nous n'en sommes plus tout à fait là, mais le silence continue à régner dans les universités, sur nos analyses et nos propositions. Au mieux, l'on fait une allusion désagréable déformant notre pensée pour mieux la réfuter et l'on passe (2)...

Nos amis

Mais les réalités sont têtues... Rendons donc hommage à ceux qui acceptent notre analyse de l'histoire économique des soixante dernières

années et reconnaissent que nous avons ouvert des pistes vers un système mieux adapté à la brutale mutation des conditions de production survenue depuis 1929. Même si c'est pour critiquer la partie constructive de notre projet dont ils s'éloignent plus ou moins.

C'est le cas de Yoland Bresson (3) et de Philippe Guillaume (4) qui dans leur livre "Le Participat" (5) citent Duboin parmi les précurseurs les plus inspirés : " *La transformation sociale s'annonçait, elle s'imposait, Duboin l'avait perçue... il ne fut même pas entendu et la Guerre vint qui servit de matière au capitalisme triomphant...*" concluent-ils sur ce point. Philippe Guillaume qui vient d'être nommé Président d'Antenne 2 et FR3 nous permettra-t-il de le rappeler à la télévision ?

René Passet, Professeur d'Economie à Paris I Sorbonne, est également parmi les universitaires les plus ouverts à nos analyses (6). Enfin, François Perroux, économiste de grand renom, décédé en 1987, professeur au Collège de France, d'abord réticent à l'égard d'une économie distributive, a fini par admettre sa validité. Aux marges de l'économie et au-delà d'elle, Jacques Robin, médecin, puis chef d'entreprise, créateur du CESTA (Centre d'Etudes des systèmes et des technologies avancées) dirige la Lettre Science et Culture du GRIT (Groupe de réflexion inter et transdisciplinaire) (7). Il ne manque jamais une occasion de signaler l'importance de nos réflexions comme une voie féconde vers un système économique adapté à la grande mutation en cours de la société. Il faut absolument lire son dernier ouvrage "Changer d'ère" (8) dont le titre est significatif et où il préconise une économie distributive pour l'avenir. Il reprend d'autres mesures, ainsi le "deuxième chèque" du revenu technologique (de Guy Aznar) comme degré préliminaire pour l'apprentissage de la nouvelle économie. Jacques Robin prévoit quatre autres orientations dans le même sens :

1. étendre les échanges gratuits et la jouissance des biens libres,
2. favoriser les activités autonomes,
3. enchevêtrer les activités et les savoirs dans des institutions ouvertes et des réseaux décentralisés,
4. encourager le développement local.

Financiers ?

Il faut néanmoins admettre que les économistes reconnus continuent dans leur grande majorité à nous ignorer. Certes, nous ne sommes pas des experts de la bourse et de la finance. Vous ne trouverez pas dans les "Grande Relève" des conseils pour vos placements. Quoiqu'un lecteur assidu aurait pu faire son profit de la lecture de notre numéro d'octobre 1987 paru donc au début du mois, dont la page de couverture s'intitulait : "Vers un nouveau krach ??".

Si l'on se souvient que le krach s'est effectivement produit le 19 octobre, beaucoup de boursiers auraient aimé que leur journal spécialisé ou leur lettre soi-disant confidentielle les alerte comme nous l'avons fait. Mais il est vrai que nous ne jonglons pas ici avec les ratios comme les taux d'investissements des entreprises ou la part de la consommation et de la

(1) Nous ne sommes pas les seuls à penser ainsi. Une polémique sur la nature "scientifique" de l'économie et son rapport avec les mathématiques s'est développée dans "Le Monde" depuis quelques mois. Voir aussi sur ce sujet : "Qu'est-ce que la Science ? Récents développements en philosophie des sciences : Popper, Kuhn, Lakatos, Feyera-bend" par Alan F. Chalmers traduit de l'anglais. Editions la Découverte 1987.

(2) C'est le cas d'Alfred Sauvy, de Pierre Pas-callon, professeur agrégé à la Faculté de Clermont-Ferrand. Voir "Sommes-nous Geselliens ?" G.R. N° 868, et d'autres moins connus.

(3) Diplômé de l'INSEE, Docteur en Economie, Agrégé des Facultés de Droit et Sciences Economiques. Professeur à l'Université du Val-de-Marne.

(4) Docteur en Economie et en Histoire, ancien conseiller du Président de l'Assemblée Nationale Jacques Chaban-Delmas.

(5) Chotard et associés éditeurs. 1986.

(6) Lire "L'économie et le Vivant" Ed. Payot 1982.

(7) 1, rue Descartes 75005 Paris. Voir notamment le n° 22 de février 1987.

(8) Editions du Seuil. Janvier 1989.

variation des stocks dans le PIB, sachant fort bien que l'on peut faire dire à ces chiffres tout et le contraire de tout. Ce qui nous intéresse, ce sont les grandes variations du chômage et de la production, ainsi que le niveau de vie des consommateurs en rapport avec l'utilisation des moyens productifs. Le bourgeois ordinaire qui a toujours confondu économie et finance et qui a de tous temps raisonné en francs et non en volume ne nous le pardonne pas. Par contre, nous serons d'accord avec Alain Barrère, doyen honoraire, professeur émérite, Université Paris 1, lorsqu'il cite Keynes : "Quand dans un pays le développement du capital devient le sous-produit de l'activité d'un casino, il risque de s'accomplir en des conditions défectueuses..". (9) Bien qu'à la place de Keynes, nous aurions plutôt écrit "l'activité économique" au lieu du "capital".

Tous les raisonnements économiques basés uniquement sur des considérations financières sont inutilement complexes et recèlent donc de grands dangers d'erreur. Dans une récente chronique du "Monde" (10), Paul Fabra a besoin d'une demi-page du journal pour démontrer que l'exportation correspond à une perte de richesses pour un pays et l'importation à un enrichissement. Affranchi du mercantilisme, une phrase aurait suffi pour le constater. Il n'en a toutefois que plus de mérite à l'avoir fait car les boursiers et ceux qu'ils entraînent, l'oeil fixé sur les comptes du commerce extérieur, sont bien près de croire le contraire.

Mathématiciens ?

Nous ne sommes pas non plus, bien sûr, des économistes mathématiciens qui modélisent et systématisent de savantes élucubrations basées le plus souvent sur des données aléatoires et des postulats incertains. Après avoir introduit dans l'ordinateur ces prémices et syllogismes, ils ne sont pas étonnés que la machine ne leur fournisse que des truismes fonction de ce qu'ils lui ont ingurgité. Peut-être comptent-ils sur l'électronique pour découvrir l'innovation dont ils sont incapables ? Modéliser l'introduction de la monnaie verte dans le système serait sûrement intéressant, mais comme nous ne pouvons pas

prévoir à les réactions multiples que cette opération susciterait, il n'est pas sûr que nous puissions en tirer des indications infaillibles. Ne décourageons pas néanmoins le lecteur qui serait volontaire pour le faire.

Philosophes ?

Nous ne nous définissons pas comme des philosophes de l'économie. Sans remonter à Aristote et Platon, mais peut-être à Montesquieu et Michelet et, plus sûrement, à Proudhon, Marx et Engels, les économistes ont souvent été en même temps des écrivains purs littéraires ou philosophes, plus soucieux de bâtir un cadre global de pensée que de s'en tenir aux faits. Sans nous comparer à ces hommes illustres, notre démarche reste plus limitée et plus technique, puisque la trilogie distributive : monnaie non circulante, revenu social, service social, peut être mise en oeuvre dans différents contextes politiques d'organisation de la société.

Sociologues ?

Comme nous travaillons à un changement par la méthode démocratique, il nous faut, même si nous en sommes encore loin, informer le plus grand nombre. C'est pourquoi le langage abscon, ésotérique et abstrait de certains sociologues nous est étranger. Bien que cela puisse paraître vulgaire et primaire, nous nous tiendrons à cette règle sans laquelle nous nous renierions. Peut-être qu'en plus de mauvais économistes, serons-nous aussi considé-

rés comme de piètres sociologues et même pas sociologues du tout. Qu'importe, des apports essentiels aux arts, aux lettres, à l'histoire, à la médecine ne sont-ils pas dus à des non-spécialistes ? Nous pensons apporter notre contribution modeste à la démarche socio-économique qui devient de plus en plus indispensable.

Socio-économistes ?

Nous citerons pour terminer le petit Larousse encyclopédique sur l'économie politique : " Cette expression a été employée pour la première fois, semble-t-il, par Antoine de Montchrestien, en 1613 ou 1615, pour désigner un ensemble de règles de conduite pratiques, destinées à favoriser l'enrichissement et donc, la puissance du royaume. Plus ou moins tombée en désuétude, elle a retrouvé une faveur nouvelle à la fin du 18e siècle. Les économistes ont récemment substitué à l'expression "économie politique" celle de "science économique"; l'ensemble des comportements des hommes en face des biens et des services qu'ils produisent donne naissance à des phénomènes sociaux qu'étudie la "science économique". De nombreuses définitions de la science économique ont été proposées, dont aucune n'a rallié l'unanimité; le désaccord sur les définitions provient du désaccord sur l'objet, l'étendue et les limites des études à entreprendre...".

On ne saurait mieux dire. Nous avons notre conception de l'économie politique. Nous la défendons de notre mieux ; sans croire que nous détenons la seule vérité possible, à l'écoute des critiques qui nous sont faites, justifiées ou injustifiées. Et sans le secours de l'autorité ou des autorités dites scientifiques. Peu importe la façon dont nous sommes désignés !

LE MAITRE DE L'EUROPE

Vouloir une Europe sociale, c'est aller à l'encontre de l'économie de marché, cette économie basée sur l'argent-profit.

En conséquence, les différences sociales devront demeurer car ce sont celles-ci qui permettent au système économique-financier de conserver la concurrence et la rentabilité de l'argent.

Or, jusqu'ici, dans chaque pays, les hommes politiques n'ont rien fait pour obtenir une véritable justice sociale. Alors comment voulez-vous qu'on réalise au niveau européen un développement social harmonieux, lorsqu'on n'a pas su le réaliser chacun chez soi ? Nous retombons toujours sur le même maître : l'argent-profit

Albert Chantraine

Ce ne sont pas les idées de la science qui engendrent les passions. Ce sont les passions qui utilisent la science pour soutenir leur cause".

François Jacob (Prix Nobel de Médecine 1965) dans "Le Jeu du Possible"

(9) Extrait de la "Théorie générale" voir "L'économie française reste fragile" dans "Le Monde" du 26 septembre 1989.

La course au gigantisme industriel

par Pierre Herdner

Le monde capitaliste est de plus en plus démentiel, de plus en plus antipathique. Comment ne pas éprouver malaise et inquiétude en face de cette course aberrante et anarchique au gigantisme industriel ? On n'entend parler que de fusions spectaculaires, d'OPA, de groupes qui absorbent d'autres groupes. Le profane s'y perd, mais il pressent que l'intérêt général n'a rien à y gagner.

Si la puissance de l'argent a toujours été redoutable et immorale, si elle a toujours tendu à fausser la démocratie politique, qu'en sera-t-il de la superpuissance de ces supergroupes ? Et mesure-t-on l'ampleur des désastres que devront subir, dans toutes les classes sociales, les perdants de ces gigantesques compétitions ?

On se résigne un peu vite, ce me semble, à ce que l'Europe de 93 soit un champ de bataille où ces forces s'affronteront dans une lutte sans merci. Ces perspectives, qui nous apparaissent comme une absurdité intolérable, sont pour d'autres une évolution fatale à laquelle il faudra bien s'adapter.

Je lis dans "Le Monde" du 10 septembre un article de Didier Pourquery, intitulé "L'Europe des colosses". A la lumière des événements les plus récents, l'auteur évoque la constitution d'immenses groupements industriels. Acceptant les conséquences de ces faits sur le plan européen, il s'inquiète de la place qu'occuperont les firmes françaises dans la grande compétition de 1993. "Qu'on le veuille ou non, écrit-il, le grand marché est un concept forcément libéral où il n'est pas prévu de place pour les entreprises nationalisées ou subventionnées". Et il conclut que "le dynamisme des Britanniques et des Allemands dans la perspective de 1993" est "un véritable défi qui invite à changer profondément les structures industrielles de la France de l'économie mixte".

Les entreprises nationalisées - du moins quand elles tiennent leurs promesses - ont l'immense avantage d'avoir pour objectif l'intérêt de la collectivité, et non le profit de groupements privés toujours peu soucieux des hommes et de l'environnement. Et voilà qu'on nous suggère d'y renoncer comme à une structure qui ne répond plus aux nécessités de notre temps ! Rien ne pourrait mieux souligner à quel point l'extension à toute l'Europe du libéralisme sauvage menace l'indépendance économique de ses membres, qu'un fédéralisme bien compris devrait au contraire permettre de sauvegarder.

Et les vives inquiétudes qu'éprouvent les économistes sont également relatives aux échanges mondiaux. Dans "Le Monde" du 24 septembre, Eric Le Boucher signale la gravité du danger japonais, en ce qui concerne notamment le marché de l'Automobile. Il cherche les moyens de concilier "les traditions françaises", qui respectent "les intérêts et la dignité de chacun, avec les exigences d'une compétition mondiale" ; mais il admet que dans une large mesure "le schéma nippon s'impose".

On notera en passant que la pensée des économistes libéraux n'est pas exempte de quelque ambiguïté. Parfaitement

conscients d'une partie au moins des conséquences néfastes du libéralisme, ils ne les tolèrent qu'à regret ; mais en même temps, ils ne cessent de célébrer les vertus de ce système et de le préconiser comme le meilleur. Quand se résoudre-t-ils à le remettre en question ? Quand leur viendra-t-il à l'idée d'envisager, par exemple, la signature de contrats négociés sur un pied d'égalité entre partenaires économiques, au lieu de maintenir cette ouverture des frontières qui laisse sans protection les pays les plus soucieux de progrès réel et de justice sociale ?

LU, VU, ENTENDU

SAUVONS LA FORET...

La campagne lancée par Ecoropa il y a un an et à laquelle nous avons participé (voir GR N°875) a déjà recueilli deux millions de signatures. Les pétitions ont été présentées le 19 Septembre dernier aux Nations Unies par les peuples de la forêt.

Mais tandis que le Président de la République prenait fait et cause pour la forêt amazonienne au Brésil, le Premier Ministre s'appretait à signer l'autorisation de détruire, en Guyane, 300 km² de forêt tropicale pour y construire un barrage.

(Silence, Septembre 1989)

MEDECINE A DEUX VITESSES

En Afrique du Sud : un médecin pour 350 blancs. Un médecin pour 12.000 noirs.

UN CADEAU DE PLUS DE LA "GAUCHE" AU CAPITALISME

Le projet de budget prévoit une nouvelle baisse de 2 points de l'impôt sur les sociétés : 37% au lieu de 39. Il y a quelques années, il était de 45%. La gauche l'abaisse de 3 points ; la droite en 86 de 3 points. Toutes ces baisses faites par la gauche ou la droite, "pour permettre aux entreprises françaises d'investir, donc de créer des emplois" (sic)!!! On voit le résultat : aucune baisse réelle du chômage (au contraire, il n'a cessé de croître, mais on l'a camouflé : préretraites, TUC, SIVP, etc...), des bénéfices par contre en fulgurante progression, des investissements insuffisants puisque, telle Peugeot, les entreprises françaises ne sont compétitives qu'en payant des salaires de misère. Rocard l'a reconnu : 12 millions de salariés, soit la moitié, touchent 6.000 F. ou moins par mois.

ENTENDU A PARIS

D'un étudiant chinois : "Le communisme n'a pas marché. Il faut essayer autre chose, par exemple le capitalisme".

POUR LE PROFIT

94% des baleines ont été massacrées. Il faudra 80 à 100 ans pour retrouver le nombre initial... si tous les pays respectent les conventions.

(Cousteau Champs Elysées Spécial Antarctique, Antenne 2, 30 septembre 1989)

Même l'exemple allemand, en économie de marché de surcroît, n'éclaire pas ce pauvre Séguin. A propos du plan pour l'emploi : "Si la réduction du temps de travail était efficace contre le chômage, ça se saurait depuis longtemps".

Peugeot, un cas exemplaire de la société à deux vitesses

par André Prime

A l'heure où nous écrivons, fin septembre, nous ne pouvons savoir bien sûr comment évoluera le conflit. Mais ce n'est pas l'objet de cet article (ce qui ne nous empêche pas de souhaiter la victoire à ceux qui luttent).

Comme d'autres journaux, la Grande Relève, Juin 1989, a signalé les bénéfices de Peugeot pour 1988, 8,8 milliards après impôts, précisant que Peugeot était devenu le premier contribuable de France ; nous notions également quelques réflexions amères - et anonymes car on licencie facilement chez Peugeot - d'ouvriers sur leurs salaires et le manque de perspectives de changement.

Les événements en cours ont permis de voir plus clair et montrent à travers le cas exemplaire de Peugeot comment s'instaure et se renforce la société duale dans les pays du "libéralisme". Nous ne mentionnerons aujourd'hui que pour mémoire les laissés pour compte, chômeurs, précaires, pour nous intéresser au sort des "nantis", ceux qui ont encore la chance d'avoir un emploi.

Peugeot compte 158.000 salariés. Des diverses déclarations connues par les médias, il apparaît que la rémunération nette moyenne mensuelle des ouvriers se situe autour de 5.500 F. Quand on sait que les revendications pour le SMIC sont de 6.500 F., on comprend aisément d'où viennent les super bénéfices de Peugeot et la façon dont Monsieur Calvet a "su" redresser la situation de la firme.

Le Canard Enchaîné du 27 septembre a fait l'effet, toutes proportions gardées, du "j'accuse" de Zola, en révélant que Calvet, qui refuse obstinément toute discussion avec les grévistes depuis plus de quatre semaines, s'était octroyé en deux ans une augmentation de 45,9%, ce qui porte son salaire mensuel net à 185.312 F. Autrement dit, le salaire MENSUEL du PDG atteint PRESQUE TROIS FOIS le salaire ANNUEL moyen d'un ouvrier. Le Canard note encore que, selon les documents officiels PSA, les dix dirigeants les mieux payés du groupe ont vu, en 1988, leur salaire progresser de

12,6%; pour les ouvriers et employés, par contre, les prévisions d'augmentation pour 1989 ne sont que de 2,7%, quand l'inflation atteint déjà 3,2%.

En bref, l'éventail des salaires entre l'ouvrier de base et le PDG est de 1 à 30,8 ; pour mémoire, l'éventail moyen des salaires en France est de 1 à 20, contre 1 à 10 en Allemagne, au Japon, etc..

Il faut vraiment que les salariés de Peugeot en aient eu "ras le bol", eux qui n'avaient pas fait grève depuis 17 ans !

Qu'invoque M. Calvet pour refuser de faire participer les salariés aux gains de l'entreprise *qui sont essentiellement les leurs* puisque assurés par des salaires de smicards ?

- La santé de l'entreprise reste fragile. Or les prévisions de bénéfices pour 1989 sont - étaient - de 10 milliards, soit une progression de 13,65 %.

- Le spectre de la concurrence japonaise qui ne fera de nous qu'une bouchée si on baisse les bras (traduisez : si on augmente décevement les salaires).

- Les investissements.

- Le pourcentage sans cesse croissant de la pénétration des voitures étrangères en France, près de 40%, notamment allemandes (pour le moment, les japonaises sont contingées).

Alors, si M. Calvet est le bon économiste, le bon gestionnaire que décrit M. Périgot et même certains membres du Gouvernement, qu'il nous explique comment font les Allemands. Un reportage dans l'automobile allemande, réalisé pendant le conflit, nous a montré des ouvriers qui, avec une semaine de 35 heures (victoire de l'IG Metall) gagnaient 12.000 F./mois, soit, traduits en équivalence de pouvoir d'achat, environ 10.800 F. : le double d'un ouvrier de Peugeot.

Certes, la société duale se développe également en Allemagne, comme dans tous les pays capitalistes, mais disons qu'elle est moins duale qu'en France !

Il faut des patrons butés et bornés comme Calvet pour refuser tout partage des gains de l'entreprise ; deux sondages lui donnent heureusement tort : 70 % des Français et 57 % des patrons sont pour une ouverture des négociations.

Dans ce conflit, on peut noter la mollesse du gouvernement "socialiste" qui se retranche derrière le non-interventionnisme dans l'entreprise privée.

Déjà, il y a quelques mois, Bérégovoy avait invité à petit-déjeuner les deux Grands de l'Automobile pour leur demander d'être "raisonnables" dans leurs prochaines augmentations du prix des voitures. Et le Ministre de faire claironner son intervention dans la presse : indice des prix et gouvernement socialiste obligeant. Las ! quelques jours plus tard, après l'augmentation, les médias constataient que l'appel du Ministre n'avait pas été entendu. Les prix étant libres, Bérégovoy ne pipa mot.

Et comme il est discret dans le conflit actuel ! Après tout n'est-il pas le premier bénéficiaire, dans son ministère, de l'impôt sur les sociétés : plus de 6 milliards pour le premier contribuable de France en 1988. Alors que si Peugeot avait des salaires plus décents, les bénéfices de l'Etat seraient amputés d'autant ; il n'en retrouverait qu'une petite partie à travers la TVA des produits supplémentaires qu'achèteraient les salariés de Peugeot mieux payés.

Mais, question à M. Bérégovoy : en France, la fraude fiscale est estimée à 160 milliards de francs, soit en gros 10% du budget. Or seulement 25 milliards sont rattrappés. Un petit effort, Monsieur le Ministre, comme vous le demandent aujourd'hui vos grévistes d'inspecteurs et vous trouverez bien les quelques milliards qui vous feraient défaut si Peugeot, et tant d'autres patrons pleurnichards payaient un peu mieux leurs ouvriers et employés. Ce qui aurait au moins le mérite de mettre un frein à l'aggravation de la société à deux vitesses dans laquelle nous nous enfonçons de plus en plus.

PS - Un reportage réalisé par l'EDJ du

LE TUBE DE L'ÉTÉ

par Augustine Chiffon

Mes copines Isabelle et Eulalie ont écrit ce qu'elles pensaient de ce produit sponsorisé par TF1 et Orangina réunis : la LAMBADA ! à l'Union de la Publicité Directe, au CSA, à TF1, au Bureau de Vérification de la Publicité et à l'ANADET, association de téléspectateurs contre les coupures publicitaires...

Comme tout marketing, ce qu'on nous a montré là, sur cette chaîne de télévision, est piqué, comme l'ail dans le gigot, de part en part, d'un érotisme torride mais pervers.

Qui fait réellement vendre TF1, Orangina et le disque de la Lambada ? c'est cette petite fille blonde, seul personnage blanc, parmi des hommes et des femmes brésiliens, de peau sombre, que l'on fait danser emboîtés ventre à fesses, par trois ou quatre. Ce qui est leur affaire.

Ce qui est l'affaire d'Isabelle, qui a deux fillettes, c'est que les psychologues de marketing se servent de M. Freud, de façon allusive, pour faire vendre leurs camelotes, aux plus attentifs voyeurs de ce qui se déroule là :

L'enfant entre sur la piste de danse, imitant les grands avec un petit brésilien de son âge ; dans les 8 ans... Elle se dandine de façon suggestive, soudée à son petit compagnon. Lorsque l'un des "macho" qui regarde la scène avance vers elle et lui flanque une gifle énorme : gros plan sur l'envol des longs cheveux blonds... Les petits se séparent et boudent chacun hors de la piste.

Puis l'adulte qui l'avait ainsi punie, sans sembler avoir aucun lien de parenté avec elle, ni aucun droit à la corriger, entre à son tour dans la danse

avec une femme de son pays et de son âge, et l'enfant blonde comprend alors qu'elle peut, à nouveau, s'essayer à la Lambada, avec son petit compagnon.

En effet, l'homme brésilien lui lance un regard brillant et complice : il a trouvé une partenaire à sa convenance ... la fillette peut, sans crainte, reprendre son déhanchement impudique avec le petit camarade. Les adultes ne s'en préoccupent plus.

Ce "tube" était ainsi commenté par la télévision : "Avec Orangina, au rythme de l'été, la "Une" mène la danse"...

Vous avez vu un rapport, entre ceci et cela ? Non ? Moi non plus.

Il paraît que ce clip a aussi une autre embrouille quant à sa réalisation, mais les journaux quotidiens en ont parlé.

PROPOSITION

La Grande Relève a sorti, au fil des années, un nombre important d'articles sous tous les aspects de l'économie distributive, et quelques fascicules, certains "généralistes" : "et si on, changeait", d'autres plus pointus : "un projet de société pour les femmes".

Mon idée est de reprendre par petits fascicules, tout cet acquis. Il y aurait un fascicule généraliste et des fascicules ciblés (format 15X21 et de 12 pages maximum). Par exemple :

Un projet de société pour ...
les femmes
l'écologie
la démocratie
les exclus
la santé
l'éducation
la paix et la sécurité

... l'avenir (pour le fascicule généraliste)

Les textes, courts, sont à arrêter, mais ils sont déjà bien débroussaillés, pour la plupart, car ils ont été, en grande majorité, traités soit dans les livres, soit dans les revues distributives.

L'objectif est double :

1° Tout d'abord, bien sûr, fournir à tout abonné, sympathisant ou chercheur extérieur, un ensemble complet, clair, pratique, "modulable" et très abordable de tous les tenants et répercussions de l'économie distributive.

2° Ensuite et surtout, donner à notre entourage et à nos connaissances, à telle ou telle personne sensible à tel problème précis (l'inégalité, l'écologie fascicule correspondant PLUS le fascicule généraliste en lui disant simplement "tiens (ou tenez), en lisant ceci, j'ai pensé que cela vous intéresserait !" ... pour une dépense personnelle minime, ce qui reste l'objectif sous-jacent (5 F, 10 F le fascicule)...

Bien sûr, chaque fascicule aura pour objectif de faire ressortir les conséquences des trois piliers de l'E.D. (service social, revenu social, monnaie non thésaurisable) pour le thème abordé, mais avec un bref aperçu de ceux-ci. Avec, à la fin, le rappel des autres fascicules disponibles... et peut-être, surtout, un chapitre de réponses aux objections courantes.

En X fois 8 à 12 pages, un travail de synthèse surtout... et de recherche largement à notre portée, NON ?

Je vois deux conditions à la pleine réussite de cette idée :

1° que les textes soient publiés préalablement en version élaborée mais non définitive sur trois mois consécutifs dans la GR pour débats, suggestions et dernières retouches

2° que les fascicules sortent tous simultanément et pour quelques francs l'unité.

Pour ma part, je me mets au service de ce projet, s'il rencontre l'intérêt collectif pour la copie et l'ébauche de présentation ; MLD (ou quelque proche géographiquement d'elle) est-elle partante pour assurer la synthèse ? Les lecteurs pour assurer leurs contributions ?

Le fascicule généraliste devrait s'appeler "votre premier contact avec l'économie de l'avenir" et la chronologie devrait (au maximum) s'établir ainsi :

Nov/Déc 89 : réception des premiers textes

Janv/mars 90 : publication dans la GR et suggestions

Avr/Juin 90 : publication des versions quasi définitives dans la GR

Juill/Sep 90 : rédaction définitive (non publiée) au fur et à mesure des dernières suggestions reçues (non publiées).

Octobre 1990 : publication réelle et définitive en vue de ... 1993, une date rendez-vous

TÉO VIDAL.

Réponse de MLD : a priori partante. Des remarques cependant :

1° Il existe un fascicule généraliste, "L'économie libérée" qui a été fait très exactement pour servir de premier contact avec nos thèses. Nous disposons d'un grand nombre d'exemplaires et 22 F pour 60 pages, c'est un prix décent (nous le donnons aux personnes qui ont des difficultés de trésorerie...). Alors, est-ce bon de les laisser perdre et de recommencer le travail ?

2° Les fascicules "ciblés" correspondent aux "numéros spéciaux" du journal, ce qui est commode pour des raisons pratiques et administratives.

3° Nous attendons les propositions des lecteurs en leur suggérant d'utiliser très largement les textes déjà publiés dans la GR (avec des ciseaux et de la colle, on fait des merveilles).

4° Nous nous y mettrons si le 1er Décembre nous avons reçu assez de propositions déjà élaborées sur plusieurs sujets ciblés.

MLD

A CONTRE-COURANT

Il y a des camarades, abondancistes ou non, mais qui réfléchissent : ce sont ceux qui publient depuis quelques mois "A contre-courant, syndical et politique", diffusé surtout en Alsace et en Lorraine, et ils font là un travail sérieux. Voici des extraits d'un article particulièrement intéressant, publié dans leur bulletin de septembre, "sur les mouvements sociaux récents et leurs perspectives" :

L'été torride sera propice aux ruminations des travailleurs, mesurant qu'ils se sont fait rouler comme des Polonais, lors des actions de l'hiver et du printemps derniers et de leurs issues ; aux cogitations des hommes du Pouvoir, qui n'en ignorent rien, et qui doivent préparer la suite : les réponses aux inévitables réactions à ces frustrations !

Mais aussi : les travailleurs se sont fait rouler par qui ? Pas seulement par les habiles et demi-habiles qui détiennent une parcelle ou un gros morceau de pouvoir ; mais aussi par eux-mêmes, et ça c'est plus difficile à entendre ...

Les travailleurs ne sont pas des oies, et il ne suffit donc pas qu'il y ait du grain à moudre, malgré les efforts séculaires de la gauche et de l'extrême gauche syndicales et politiques pour les domestiquer ; mais ils ne sont pas non plus des "révolutionnaires professionnels", de purs esprits du monde travaillant à la victoire finale du communisme libertaire ou de la liberté communautaire.

Ils sont d'abord ce que leurs pulsions et leur culture leur permet d'être, et toute rupture, tout saut au-delà est extrêmement douloureux et précaire ; et la subjectivité et la culture révolutionnaire ne se portent pas si bien de nos jours. Ce que le Pouvoir sait.

Pouvoirs

A quoi sert la néo-sociale-démocratie qui a politiquement triomphé dans ce qui reste du mouvement ouvrier (à l'échelle mondiale) sur le "communisme" stalinien ou gauchiste (débris lamentables et ridicules, qui seraient pitoyables, s'ils n'avaient été si odieux et si cons !) ? Elle sert à mettre au service de la dynamique du capitalisme les luttes sociales elles-mêmes. Non plus à les "mener", c'est-à-dire à les encadrer et à les limiter, à négocier des acquis compatibles avec cette dynamique du système comme du temps où la social-démocratie, les partis de "gauche", les syndicats étaient dans "l'opposition" (c'est-à-dire trahissaient déjà réellement tout en maintenant un discours anti-capita-

liste, voire "marxiste") ; mais aujourd'hui à les "gérer", à les "instrumentaliser", alors même que ces partis de gauche sont solidement installés aux divers pouvoirs (nationaux, régionaux, locaux), alors qu'à l'échelle de l'Europe ils ne sont même plus en réelle concurrence (simplement en émulation) avec les partis de droite, pour conduire ensemble la dynamique du capital européen.

Gestion

Que veut dire gérer, instrumentaliser les luttes ?

Cela ne se confond pas avec ce que l'on voit immédiatement : les réprimer ou les laisser pourrir par une fermeté de façade, comme bien dans la tradition de "la gauche" au pouvoir depuis la première guerre mondiale (les plus vieux s'en souviennent !).

Pour cela, la droite classique suffit à faire l'affaire (comme l'a montré Chirac avec les cheminots en 86-87).

Cette fermeté "socialiste" et ces "trahisons" syndicales sont juste là pour permettre aux dernières bonnes âmes ou aux derniers gogos de s'émouvoir ou de s'indigner, et aux classes moyennes centristes de se rallier, l'âme en paix.

Gérer, instrumentaliser les luttes signifie les utiliser, ainsi que les revendications qui s'y expriment pour moderniser, restructurer des secteurs entiers à chaud : une entreprise, une branche (par ex. la sidérurgie en 83-84), des appareils d'Etat (aujourd'hui : l'éducation et la santé).

Utiliser ces luttes, c'est d'abord les laisser se développer quand on aurait facilement les moyens de les faire cesser, voire les susciter à la limite de la provocation, positive ou négative : les encouragements de Mitterrand aux infirmières, le "parler vrai" de Rocard aussi bien en désignant le "stock des enseignants" qu'en affirmant le soir des municipales qu'il est normal et sain que les revendications s'expriment, y compris par des mouvements à la base, tant que les citoyens continuent à voter à gauche.

Ce n'est là ni du cynisme, ni des

concessions verbales au vieux mythe pourri de "la Gauche des travailleurs", c'est la formulation d'une véritable ligne politique, reposant sur les principes de la théorie des systèmes (dont Attali est l'un des vulgarisateurs en France).

L'ordre par le désordre

Le capitalisme est un système dynamique et les luttes sociales sont un des facteurs de son mouvement : elles ne sont pas que celà, mais elles sont aussi celà.

L'expérience de 70 ans de social-démocratie et de syndicalisme dans les pays les plus développés, la gestion des retombées de Mai 68 et de mouvements analogues, l'analyse de la Révolution Culturelle chinoise, mais aussi le développement d'outils théoriques comme la théorie des systèmes et la cybernétique ont permis aux dirigeants les plus lucides de tenter cette voie ultime pour assurer la survie et simultanément l'expansion du capitalisme : non plus bloquer les évolutions, mais instrumentaliser les luttes au service de l'évolution souhaitable du point de vue même du système, tout en laissant aux gens l'impression qu'ils luttent pour leurs propres intérêts et contre un ennemi réel, toujours tout trouvé : les multiples petits paranoïaques qui assument l'apparence du pouvoir aux différents niveaux d'une hiérarchie pyramidale qui, elle-même, n'est plus fonctionnelle (le pouvoir réel s'exerçant par des réseaux bien plus complexes et de structure différente). Semer le désordre dans la pyramide est toléré, voire encouragé.

Comment ça marche ?

Jeter un pavé dans la fourmière, voir ce que ça donne, quelles lignes de force et de fuite se dessinent, qui (quels groupes) on peut appuyer, sur qui on peut compter, qui de l'encadrement n'est pas fiable (à lâcher donc, à laisser en pâture), qui peut être canalisé, où faut-il intervenir, qui détruire, en douceur ou en casant.

Les luttes spontanées - les plus fréquentes - sont susceptibles du

même usage et du même traitement : elles servent d'analyseurs et sont contrôlables à la fois globalement (dans un certain cadre, dans des limites définissables) et par des micro-interventions, de micro-guidages, des manipulations à une échelle presque incroyable...

Ce qui est nouveau, c'est leur emploi systématique, lié à une meilleure connaissance, non empirique, des mouvements de l'adversaire, et surtout l'intégration à un dispositif d'ensemble de gestion dynamique de la société, de la région, de la ville, de l'entreprise dans laquelle le "conflit social" est non seulement toléré, mais prévu, calculé du point de vue des effets escomptés, utilisé pour la manoeuvre d'ensemble.

Hegel disait que : "le faux est un moment du vrai" ; aujourd'hui, on peut dire que "le conflit est un moment de la régulation et de la restructuration". Comment est-ce possible ?

Pourquoi ça marche ?

La première condition est bien sûr le consensus idéologique obtenu grâce à la pédagogie de la crise, la liquidation du marxisme officiel, la disqualification de la pensée critique, voire de la pensée tout court.

De cela, les jeunes générations nous renvoient une image accablante, qu'il s'agisse des gentils étudiants ou des loubards paumés. (Ne pas oublier que si Le Pen a un certain succès chez les jeunes, c'est qu'on comprend facilement ce qu'il veut dire).

Mais le consensus serait superficiel s'il n'avait pas une base matérielle : la fragmentation, la segmentation, parcellisation de la société, qui a été menée à un terme extrême et que

les luttes reproduisent, c'est-à-dire consolident ou modifient, peu importe ! Aussi, une oreille désabusée ne manquera pas d'entendre dans le "nous aussi" des corporations aussi sympathiques que les infirmières, les gardiens de prison ou les professeurs, ainsi que toutes les catégories qui sont successivement entrées "en lutte", un écho du "nous d'abord" que les fascistes ont proposé en slogan à presque toutes les municipalités de France. Un écho. "Cà y est, il exagère", penses-tu, lecteur attentif, "il condamne les luttes. Et en quoi ce "pourquoi pas nous ?" dans la course aux augmentations, aux statuts, aux carrières revalorisées, à la "dignité" professionnelle, pourrait-il être dangereux ?"

Moins parce qu'on veut y participer (avec ce que cela comporte d'aliénation) qu'à cause de ce "nous" illusoire, résultat de la fragmentation des travailleurs en professions, catégories, corporations, résultat aussi d'une identification des individus à un aspect de leur existence professionnelle ou extra-professionnelle (nous, les "parents d'élèves", nous "les usagers de ceci-celà", nous "les amoureux de tel bout de nature", nous "les supporters de tel club de foot").

Nous, c'est-à-dire pas les autres, même si dans une journée on peut changer plusieurs fois de casquettes ! Nous, ce sont ceux qui croient (à qui on fait croire aussi) avoir les mêmes intérêts, des intérêts spécifiques, définis, revendiqués et donc manipulables.

"Nous", ce sont ceux qui ne voient plus le monde.

Mais, ce sont aussi ceux qui ne sont même plus un individu quand ils ont enlevé les différentes casquettes ; car comment vivre avec tant de contradictions liées aux intérêts spécifiques ? Le touriste "vert", désolé par les ravages des pluies acides dans les Vosges, y est venu souvent en voiture, peut-être sur une autoroute, grâce à du fuel transporté sur un tanker prêt à craquer sur le premier récif venu...

Alors, comment sortir de ces contradictions ? Ben tiens, avec des réglementations, données par l'Etat, obtenues en "faisant entendre sa voix" de touriste, d'automobiliste, d'écologiste ou de patron-pêcheur. C'est-à-dire en déléguant au plus vite son pouvoir à une instance régulatrice globale, même mentalement, devant l'immensité des problèmes, quitte à essayer ensuite de faire pression sur cette instance, avec ceux qui ont les mêmes soucis ou les mêmes ennuis, avec lesquels

il restera au moins la consolation de pouvoir râler en commun, puisque, de toute façon, on n'aura jamais "satisfaction" de cette manière.

Je prétends que les intérêts communs des travailleurs d'une quelconque entreprise, branche, ou appareil d'Etat, ne sont nullement plus objectifs que ceux des groupes imaginaires cités plus haut, mais que de la leur faire croire est une condition essentielle du maintien du consensus et plus encore de l'instrumentalisation des luttes qui, dès lors, ne sont plus que le spectacle que se donnent à eux-mêmes et au reste de la société un "collectif imaginaire" des travailleurs, même coordonnés, spectacle dont le contenu de vérité ne peut être radiographié que par des spécialistes du pouvoir et utilisable par eux seuls.

Il incomberait, bien sûr, à ceux qui peuvent accepter les conclusions d'une telle analyse critique de débattre des solutions pour dépasser cette situation, c'est-à-dire pour prouver réellement, pour démontrer par la pratique que les luttes sociales à venir ne seront pas réductibles à ce qui vient d'en être dit, pour que ce savoir ne serve pas qu'à ceux qui l'ont déjà : les maîtres de cette société.

INITIATIVE

Un de nos lecteurs des Vosges a rédigé un cahier de doléances avec l'appui du Maire de sa localité. Ils sont tous deux militants pour l'économie distributive et espèrent intéresser à cette action les maires et personnalités politiques de leur région. Ce cahier, établi à l'image de ceux qui avaient été constitués en 1789, contient une analyse de la situation actuelle en France par comparaison avec ce qu'elle était il y a deux siècles et conclut en faveur de nos thèses. Leurs doléances ont été transmises au Président de la République. Nos camarades de l'Est sont évidemment invités à soutenir l'initiative au cas où elle atteindrait leur ville.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ

| | |
|---------------------|-----|
| A. Naude..... | 25 |
| P. Boulengier..... | 50 |
| Mme Kekenbosch..... | 50 |
| Mme Gaidou..... | 100 |
| R. Doury..... | 100 |
| Mme Lahens..... | 300 |
| P. Béné..... | 60 |
| J. Frigoret..... | 120 |
| R. Thomas..... | 40 |
| Palkepa..... | 50 |
| A. Gasnier..... | 100 |
| Mme Carbonnel..... | 200 |
| A. Graf..... | 60 |
| E. Demari..... | 60 |
| Mme Bour..... | 100 |
| P. Courtet..... | 40 |
| E. Hubert..... | 100 |
| J. Escalettes..... | 60 |
| L. Gallois..... | 150 |
| H. Schultz..... | 100 |
| M. Phelippot..... | 200 |
| C. Blanchot..... | 50 |
| P. Para..... | 50 |
| L. Poyet..... | 100 |
| D. Touileb..... | 100 |

TOTAL : 2.365 Francs
Merci à tous

Dans notre numéro 881, nous avons commencé à publier notre traduction d'une proposition de réformes qui nous vient du Royaume-Uni tendant à substituer aux multiples taxes en vigueur une taxe unique basée sur le contenu en énergie. C'est en cela que cette proposition se rapproche de celle de la monnaie-calorie que propose notre ami G. Oestenbroek. Voici la suite de cette traduction:

L'alternative acceptable :

LES JOIES DE L'ÉCONOMIE DES RESSOURCES

(suite)

d'après Farel Bradbury

2.0 Les liens entre ressources et valeur

2.1 Prenez la voiture et allez jusqu'aux magasins : peu de gens contesteront le lien entre énergie et activité économique. Manger ou mourir : il y a encore moins d'arguments contre le lien entre énergie et tous les processus vitaux dans la nature. Les scientifiques définissent l'énergie comme la capacité de fournir un travail. Ces liens sont très étendus puisqu'ils vont de l'énergie fournie par la nourriture pour l'activité organique (mentale et physique) jusqu'aux grandes usines de production d'énergie nécessaire à la fabrication des biens matériels pour les organisations humaines.

2.2 En économie, il est plus difficile de définir les liens entre le travail et "la valeur ajoutée" ou, ce qui est probablement plus important, avec l'amélioration du niveau de vie, et ensuite avec "le coût ajouté". On ne doit cependant pas laisser cette complexité obscurcir cette vérité essentielle qu'on ne peut obtenir d'amélioration qu'en faisant un effort et en dépensant de l'énergie. *On ne peut rien faire, on ne peut pas ajouter de "la valeur" sans effectuer un travail, donc fournir de l'énergie, sous une forme ou sous une autre. Ceci est vrai quelle que soit l'activité considérée : activité professionnelle ou de loisir, à la maison, au bureau, à l'usine.* Il y a dépense ou transformation d'une certaine forme d'énergie chaque fois que nous améliorons notre niveau de vie. L'énergie est le facteur économique ultime : c'est la force primordiale qui se cache derrière toute évolution, et qui est à l'origine même de la vie.

2.3 On peut concentrer tout ce qui précède en une seule formule: "**Toute création de richesse est une fonction de la consommation d'énergie.**"

3.0 Énergie économique, ressources et rôle de l'Etat.

3.1 Expliquons ce qu'on entend, dans le présent contexte, par "énergie" et par "ressources". J'ai appelé "énergie économique" l'énergie qui peut être "canalisée" telle que des sacs de charbon, que

l'on peut vendre dans le commerce. La lumière du soleil qui, bien évidemment, entre pour une grande part (en bien ou en mal) dans la qualité de la vie, et qui a une grande influence sur l'activité économique et le bien-être, ne se trouve pas dans les circuits commerciaux. C'est vrai même s'il y a des gens qui dépensent beaucoup pour passer des vacances dans des lieux ensoleillés. Alors que l'électricité produite par une ferme solaire est une "énergie économique" puisqu'elle peut être "canalisée" jusqu'à un consommateur, le fait que tout le monde puisse disposer de la lumière solaire -par exemple pour les récoltes- est donc purement fortuit en termes économiques et non "facturé" directement au consommateur.

3.2 Il n'y a que relativement peu d'énergies économiques différentes (primaires) et, bien qu'elles viennent toutes du soleil, nous prendrons (1) leur source économique au point où on leur attribue un prix lorsqu'elles entrent pour la première fois dans l'économie d'un pays (sortie du sous-sol, de la terre ou traversée d'une frontière). Elle sont toutes mesurées avec la même unité physique -le Joule- et pas évaluées dans une monnaie quelconque. Comme nous le verrons, ceci est particulièrement commode pour isoler les économies des fluctuations des prix mondiaux. Nous avons tous vu les désordres provoqués par les fluctuations du prix du pétrole...

3.2.0 - Les énergies économiques primaires que l'on doit définir dans l'Economie des Ressources, c'est-à-dire les énergies appelées à devenir les Energies Primaires Statutaires sont :

3.2.1 - Les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz),

3.2.2 - Les énergies physiques (latentes) telles que l'énergie nucléaire, géothermique, hydraulique) habituellement fournies sous forme d'électricité ou de chaleur,

3.2.3 - L'énergie potentielle (distribution de l'eau par gravité à partir des châteaux d'eau),

3.2.4 - Les énergies renouvelables (récoltées) telles que le bois et autres

combustibles organiques,

3.2.5- Les énergies organiques (sucre et alcools),

3.2.6 - L'énergie chimique (extraite de minéraux non classés comme énergétiques telle que les cellules électriques, les explosifs, les réactions chimiques exothermiques...),

3.2.7 - Les énergies alternatives (extraites des sources ambiantes, c'est-à-dire du soleil, du vent, des marées, de la convection...),

3.2.8 - L'énergie électrostatique (climatique, potentiel électrique),

3.2.9 - L'énergie biologique (osmose).

3.3 Les énergies économiques doivent, en tant qu'étape vers l'Economie des Ressources, être définies par la loi. Pour commencer, il n'est pas nécessaire de réglementer toutes les énergies énumérées ci-dessus. La loi devra aussi fixer un "plafond" à la quantité d'énergie estimée "commercialisable" (un peu comme le plafond de la TVA) au-dessous duquel l'énergie fournie est considérée comme énergie ambiante et donc non taxée. J'ai évalué ce plafond à dix mille millions de Joules (10 gigajoules) par an... Les abus seront évités si l'on sait que l'exploitation commerciale de ces énergies (par exemple la paille comme combustible) risque d'attirer l'attention du législateur pour les mettre sur la liste des énergies définies. En tout cas, l'évasion fiscale consistant à faire sortir des arbres d'un pays sera une tâche autrement plus difficile que l'est actuellement un futile jeu d'écriture!

(à suivre)

(1) On appelle "source" l'endroit (mine ou frontière) où l'on applique la Taxe Unique au Contenu Légal en Énergie Primaire: c'est là qu'on augmente (ou, à l'exportation, on diminue) le prix d'un produit.

Par contre, "l'origine" ne concerne que les Energies Primaires Légales. C'est le point (la mine, par exemple) où leur valeur énergétique (physique et non pas monétaire) est calculée en unités telles que le gigajoule.

Dans le cas des productions nationales, l'origine et la source sont confondues. Il n'en est pas de même pour les productions importées.

Imposture incommensurable

par Guy Denizeau

Je ne suis pas Zola.. Tant pis : j'ose ! J'accuse nos gouvernants d'avoir perdu la paix. Ils ont gagné la guerre contre Hitler, Mussolini, Hirohito, mais le monde, depuis lors, est à feu et à sang.

Tandis que dans les sept pays réputés les plus riches de la planète, et bientôt sur toute la surface du globe, la sécurité du lendemain pourrait être assurée à tous les hommes, de la naissance à la mort, l'incertitude règne partout, la faim, le froid, la terreur dans la rue. Or, le logement, le bien-être quotidien pourraient être le lot de tous, sans exception.

La modicité des revendications présentées par la plupart des grévistes démontre une ignorance totale de la production nationale et de ses potentialités. Sait-on qu'elle est en mesure de satisfaire, sans nuire à personne, les besoins élémentaires de tous les Français ? Avec un nombre réduit de paysans, la terre pourrait être cultivée, le tapis végétal entretenu et protégé ; avec peu d'ouvriers spécialisés, la production industrielle pourrait être garantie, avec moins de pollution, en récupérant et en recyclant rationnellement les matériels usés ou sans emploi.

Il y aurait ainsi de tout pour tous, mis à part les objets de luxe. Où se situe la difficulté ? C'est simplement une affaire d'honnêteté. Il faut bannir le mensonge, la tromperie, la langue de bois ; parler sobrement et vrai ; renoncer aux hiérarchies inutiles, aux privilèges scandaleux, à la corruption ; arrêter la reconduction de cette société en déliquescence ; secouer le joug des banques et de certaines institutions devenues de véritables citadelles ; rationaliser la production et la distribution, de sorte que la production comme le travail soient partagés et que le chômage devienne loisir.

Nous sommes tous les descendants de "Lucie", notre lointaine aïeule africaine, l'Eve de l'archéologie, vieille de trois millions et demi d'années.

Frères et soeurs, en un mot.

Certains d'entre nous naissent avec, dans leur berceau, 100 hectares de terre céréalière ou 10 hectares d'un vignoble célèbre, ou un portefeuille de valeurs en Bourse. Eh bien ! tant mieux pour eux. Aussi longtemps que

la paix sociale n'en souffre pas, n'y changeons rien. L'égalité commence aujourd'hui.

MAIS .. celui qui vient au monde nu comme un ver doit trouver à son foyer le lait indispensable à sa vie, la certitude de manger à sa faim, celle de vivre dignement et d'avoir toutes les chances d'un développement physique et moral égal à celui du "nanti".

La destruction de la nourriture et les entraves à sa production sont INTOLERABLES ! La honte doit nous envahir dès que nous en entendons parler. Sitôt qu'il en est question, nous devons nous mobiliser pour l'empêcher, pour y faire obstacle, comme s'il s'agissait d'arrêter une main criminelle.

Aujourd'hui non moins qu'hier, Jacquou

Si vous lisez ce journal pour la première fois, n'hésitez pas à nous écrire et ne manquez pas de nous dire comment vous avez eu ce journal!

le Croquant, devenu infirmier, ouvrier d'usine ou conducteur d'autobus est toujours nargué, bafoué, humilié, exploité par les tenants du pouvoir !

Les guerres ont prouvé qu'il est possible de fabriquer en quantité illimitée des engins meurtriers pour une distribution gratuite et surabondante de la mort ; on n'a jamais manqué d'argent pour cela.

Il fallait reconvertir le système pour une distribution de ce qui engendre et entretient la vie, mais nos dirigeants ont manqué la reconversion.

Deux guerres mondiales ont ensanglanté la planète ; une troisième en serait la destruction. Nous sommes acculés, condamnés à la PAIX !

Alors, pourquoi ne pas nous conformer dès maintenant à notre nouveau destin, acquérir de nouveaux réflexes, une nouvelle mentalité ? Un simple retour sur nous-mêmes devrait suffire à cette prise de conscience collective. A partir de là, ces grands mots qui sont aujourd'hui vides de sens pour trop de gens : Liberté, Egalité, Fraternité, répondraient enfin à une réalité chaque jour plus vraie.

La grande imposture consiste à faire

croire que les sacrifices des uns par austérité interposée sont indispensables au salut des autres. Leur faire payer le prix de la non-inflation est une duperie.

Trois millions de pauvres, dix millions d'assistés et autant de mal-payés, telle est notre honte, car leur part de production existe : elle doit leur être remise sans récriminer.

Contraste insoutenable : d'un côté, des gens en quête de valeurs refuges, qui paient une voiture un million, ou 10.000 F. une bouteille de vin, qui dépensent des milliards pour s'adjuger des tableaux de maître ; de l'autre, le travailleur constatant, à l'expiration de son crédit, qu'il a payé sa maison 150 ou 200 % de sa valeur, imposant à sa famille des privations et lui refusant ainsi des biens qui seront peut-être détruits comme prétendument excédentaires et qui avaient été créés en vue des besoins de chacun !

Entraver la production, mettre en friche des terres fertiles, fermer des usines qui produisaient des choses nécessaires, freiner la consommation par des compressions de salaires, imposer des restrictions en pleine abondance en suscitant la rareté de la monnaie chez un sous-prolétariat rendu ainsi indigent et insolvable, EST-CE LOGIQUE ? EST-CE HUMAIN ?

Réponse : ni logique, ni humain, et il y a IMPOSTURE !

Quand les uns jouent des millions en Bourse et jettent l'argent par les fenêtres ; quand d'autres, enchaînés par des emprunts, courbent le dos sous le poids des dettes ; quand d'autres encore, pour manger, fouillent les poubelles ou tendent la main, la trilogie républicaine est un masque ! Les pauvres sont les victimes du progrès ; les succès de la science et de la technique exigent qu'à la charité s'ajoute - et, dans une large mesure, se substitue - une solidarité impérative qui distribue la production de manière à exclure l'état de pauvreté. Nous avons tout ce qu'il faut pour passer sans douleur et sans terreur dans un troisième millénaire émancipateur, libérateur et pacifiste.

Vive son avènement ! Place à la justice ! Et en guise de premier pas, instaurons la Monnaie Verte, clef du problème dont nous venons de tracer les grandes lignes.

Finalité humaine du progrès

par Henri Muller

Il est permis de se montrer surpris, voire scandalisé, devant l'abracadabrant spectacle de tant de moyens et de ressources si peu ou si mal utilisés, de tant d'emplois gaspillés, prostitués au service de tant d'inutilités et de futilités, alors que d'immenses besoins, ignorés en raison de leur insolvabilité, n'ont toujours pas accès au Marché. Et n'est-il pas navrant de constater qu'en dépit des promesses faites, toute cette agitation qui nous tient de l'aube au crépuscule n'ait abouti qu'à dégrader les genres de vie, à nous compliquer l'existence au lieu de nous la simplifier. La vie de millions de foyers ne reste-t-elle pas dominée par la ronde infernale de l'argent, empoisonnée par les dettes, par les échéances, par le racket fiscal ? Comment, dans de telles conditions ferait-on appel à l'esprit d'entraide dans un monde où le premier souci de chacun est de courir sus au revenu d'autrui ?

La civilisation de l'argent est et reste une civilisation de loups furieux cherchant, par la concurrence, à s'entretenir, où l'homme entre en conflit constant avec autrui. Tout individu, s'il veut survivre, a l'obligation de tromper son partenaire, de ruser avec sa bonne conscience, de se faire courtisan, de prostituer son talent au service de la plus pernicieuse des causes : celle de l'accumulation des profits dans l'investissement, au bénéfice principal d'une oligarchie.

N'est-ce pas, en conséquence, aller se perdre dans les vœux pieux que d'en appeler après les idéaux de justice et de paix, que de bâtir des plans de développement généreusement humains, que d'espérer lutter de façon efficace et durable contre la misère et la faim dans le monde en escamotant la nécessité d'une opération chirurgicale dans les usages monétaires datant de Babylone ?

C'est le cadre économique et lui seul, avec ses règles déifiant le sens commun, qui porte en effet la responsabilité de cette décadence de notre civilisation sur le plan moral et humain, du retard apporté à l'utilisation du progrès technique à des fins humaines.

Infantilisé par les propagandes, absorbé par ses soucis quotidiens, livré à un travail souvent sans attrait, l'individu finit par se déspiritualiser, perdant toute chance de reconquérir sa dignité. La finalité du progrès ne saurait être ni la prospérité du commerce bancaire, ni l'enrichissement d'une oligarchie, moins encore le règne d'une ploutocratie. Elle doit viser avant tout la sécurité d'un revenu pour tous, l'élévation constante du niveau des approvisionnements utiles, après suppression des gaspillages et intelligente planification de l'emploi qualifié rendu à des tâches socialement utiles et moralement saines, l'enrichissement du loisir, l'expansion des activités libres, là où l'homme retrouve un peu de sa dignité et l'occasion d'être considéré.

Enfin, une économie humaine, cela signifie encore l'établissement d'un ordre hiérarchique fondé sur d'autres critères que le gain, un ordre de valeurs honorable où le profit n'exerce plus son dictat par dessus le besoin humain, où l'homme cultivé acquiert la primauté sur le marchand analphabète, sur le fripon enrichi. C'est une civilisation où l'homme s'accomplit totalement, à la fois pour lui-même et au service du bien commun. Sécurité et loisir, telle devrait apparaître la signification du progrès.

Nous en sommes fort loin.

Espoir et Déception

par A. et H. Dalgon

Quand la porte s'ouvrit sur l'an quatre vingt neuf
Le peuple ébloui avança hésitant
Il y avait si longtemps qu'il attendait l'an neuf
Qu'il n'y croyait plus guère, alors qu'à cet instant
Un soleil éclairant de toutes ses lumières
Le fit chanter en chœur : Liberté ! Liberté !
Ce grand cri d'espérance suivi d'Egalité
Et puis quand apparut le mot Fraternité
La joie fut à son comble le quatorze juillet.
Mais quand le peuple voulut entrer dans le grand temple
Les sbires étaient là pour lui dire : attendez !
Vous ne pourrez pas tous pénétrer dans ce temple
Il faudra qu'un à un vous ayez droit d'y entrer
Et aussitôt la joie fit place à la colère
Et le peuple déçu après tant de misères
Se dit : mais à quoi bon assassiner le Roi
Si dans le nouveau temple s'installe un nouveau Roi ?
Déjà, il y a bien longtemps, qu'un apôtre du peuple
Essaya de chasser tous les affreux marchands
Qui se vengèrent un jour en le crucifiant.
Le peuple, résigné, retourna à la glèbe
Où les nouveaux marchands leur dirent de prier
Car ils ne savaient pas qu'ils n'étaient que la plèbe
Et qu'ils n'avaient pas droit d'être privilégiés.
Ainsi donc ces trois mots ne seraient qu'un mirage
Pour les peuples opprimés qui perdraient tout courage
De voir dans l'avenir un vrai mois de Juillet
Où tomberont enfin les affreuses bastilles
Dans lesquelles se terrent tous les privilégiés.

PACIFISME INTEGRAL

**L'Union Pacifiste, section française
de l'Internationale des Résistants
à la Guerre, organise**

**son Congrès annuel les
4 et 5 novembre prochains
à l'hôtel de ville de Chartres.**

**Tous les sympathisants antimilitaristes
et partisans du pacifisme intégral
sont cordialement invités à venir rencontrer
l'U.P.F. pendant ces deux jours.**

**U.P.F. - 4 rue Lazare Hoche
92100 Boulogne.**

A juste titre, vous rappelez la dette astronomique des USA. Je m'étonne toujours qu'une économie puisse exister avec une telle dette. Et d'avoir fait du dollar la monnaie internationale. Si les dettes sont arrivées à 2,6 milliards de dollars, l'intérêt est à peu près 200 milliards de dollars par an. Qui encaisse ces milliards? Evidemment les banques et leurs clients, les riches! Il vaudrait la peine de rappeler qui sont les profiteurs de la dette publique.. Ma thèse : la dette publique des USA n'est pas un accident. C'est un instrument pour garantir un rendement profitable et sans risque du capital. La dette vient des dépenses astronomiques de l'armement. A la longue, l'armement détruit l'économie des USA: ainsi le but américain de miner l'économie soviétique par la course aux armements retombe sur les USA..

K.G. Berlin Est

★★★

"Je pense qu'une rubrique "Tribune libre" serait la bienvenue et pourrait recevoir des articles sur des sujets d'ordre général (automobile, artisans, sports, etc...) même si les sujets ne sont pas récents, mais plus ou moins actuels, mais que l'on puisse les exprimer et dire ce que l'on en pense, en toute sincérité, objectivité et, bien entendu, sous la seule responsabilité de leurs auteurs.

Enfin, une rubrique qui pourrait avoir pour titre "si vous le savez, dites le nous !", ou "questions et réponses" qui, je pense, serait instructive."

M.D., Bezons

RDLR - La rubrique "Tribune libre" existe depuis longtemps et ne demande qu'à être alimentée par les lecteurs. D'accord pour tout autre, par exemple "si vous le savez..." Nous attendons les textes.

★★★

"Plus je vais et moins je pense qu'il y a surabondance. Au niveau de ce qu'ils osent appeler des aliments parfois et de ce qu'ils nomment Produits "agricoles" la plupart du temps notamment. Il s'agit de Produits ayant peu de liens avec la Vie cosmique et terrestre, résultats des investissements de la Finance dans la Chimie et l'Industrie de la Mécanique (notamment) qui envahissent les terres agricoles d'engins de plus en plus lourds qui saccagent les sols et de produits chimiques de synthèse qui empoisonnent terres, eaux, plantes, animaux,

hommes et compromettent ainsi l'Avenir par destruction des sols, empoisonnement de la chaîne alimentaire, ce qui conduit fatalement à la dégénérescence humaine.

La soi-disant alimentation des "Auchan", "Monoprix", "Restos du Coeur" voire des "Fauchon" (eh oui les gens "riches", vous aussi "on" vous empoisonne) non seulement n'apporte pas les éléments de la Vie, mais en plus donne à l'organisme des molécules toxiques dont il ne sait que faire et souvent ne sait s'en défaire. A la clef : maladies de dégénérescence, cancers, SIDA, sclérose en plaques et celles à venir si cela continue.

Non, chers amis de la Grande Relève, lecteurs et rédacteurs, ne nous fourvoyons pas : la Banque et l'Industrie en mettant leurs sales pattes dans la noble agriculture ne font que la souiller et la surabondance n'est que déjection.

Ne parlons plus que d'agriculture alternatives (biologique, biodynamique, naturelle) désormais. Notre devoir est là : soutenir ces formes saines de la vraie agriculture en en parlant, en en donnant les lieux de ventes et productions, en soutenant les producteurs par nos achats (collectifs et groupés de préférence : renouons avec les moeurs de nos anciens d'avant guerre !) en leur donnant des coups de main pendant les congés, les week-ends, les périodes de chômage... (Oui, camarades chômeurs, votre rôle, là, peut être très important, aux portes mêmes de vos quartiers et cités, il y a peut-être des maraichers biologistes !!!).

En allant plus loin ! Tous ces espaces et terrains vagues, improductifs ne demandent qu'une remise en culture. Retraités, ados, enfants et actifs.... qu'on se le dise !!!

Pour les autres "surabondances", produits industriels et services ... on peut en reparler."

C.J. O., l'Escarena

★★★

"J'ai lu avec attention et profit votre "Economie libérée". Quand je pense qu'il y a 65 ans j'écrivais déjà à Jacques Duboin sur ces matières et que je pense encore sur le sujet que vous exposez si exactement et clairement comme il le ferait, la même chose.

On se heurte à des habitudes millénaires. Il y a trop de gens qui aiment ces risques, cette guerre économique, qui est leur vie. Une éducation morale et culturelle devrait au moins doubler cette course aux diplômes et aux places de choix. Seule une crise plus accentuée et un pouvoir éclairé et fort peut le pro-

mouvoir, aidé des circonstances et tout de même d'un noyau d'humanistes trop discrets.

L'autre point qui m'inquiète aujourd'hui sur l'adoption et l'avenir d'une société totalement en économie distributive, c'est la suppression d'une monnaie thésaurisable et son remplacement par ce qu'il faut bien appeler des bons ne permettant plus d'économies pour des acquisitions ou des créations, oeuvres, qui sont, malgré des abus possibles, un usage inséparable de notre liberté.

Quelle bureaucratie et quelles normes distribueront voyages lointains, autos de luxe ou de vitesse, oeuvres d'art, etc..

Je crois toujours qu'à côté d'un secteur radicalement distributif, sans monnaie, englobant la sécurité sociale, on devrait conserver, tout au moins jusqu'à sa mort naturelle, une économie de marché que sa soeur distributive moraliserait, garde-fou de la misère et de la qualité."

P.P., Saint-Cyprien

★★★

"Il serait bon d'attirer l'attention de personnes proches de nos thèses pour venir grossir nos rangs. Je pense au chanteur Renaud qui dénonce certaines anomalies de notre système. Nous pourrions lui écrire ceci (suit un projet de lettre)."

J.K., Mandelieu

RDLR - Merci aux lecteurs et abonnés qui ont des idées pour diffuser nos thèses de nous aider en prenant en charge eux-mêmes les contacts avec les associations, personnalités ou mouvements qui paraissent proches de notre sensibilité. Nous faisons parvenir pour cela des tracts ou des numéros anciens sur demande.

Un de nos abonnés pratiquant la fonderie d'art par la méthode dite "à la cire perdue" propose aux sculpteurs qui seraient intéressés la reproduction puis la vente, sans intermédiaire, de leurs oeuvres. Les artistes conserveraient la paternité de leurs modèles et pourraient tirer un revenu intéressant de la commercialisation de petits objets en bronze à l'étain.
Ecrire à la G.R.

Après la nuit ... pointe le jour ?

Sur le monde, partout, mon regard se promène ;
Je n'y vois que laideur et me dis angoissé :
Quel est donc l'avenir de notre race humaine ?
Comment l'Etre pensant a-t-il pu "s'empoisser" ?

Pourquoi n'a-t-il pas su, par sa nature, vivre
Par l'avantage inné de "l'Esprit" supérieur ?
Et fuir, par la Raison, afin qu'il s'en délivre
Cet égoïsme issu d'abord de la frayeur ?

Pourquoi délaissa-t-il sa faculté mentale ?
Ce pouvoir de penser, comment l'a-t-il perdu ?
Privé du jugement, la confusion s'installe
Créant l'esprit troupeau, niant l'individu.

L'ignorance primaire a provoqué la peur ;
D'elle les religions jaillirent "spontanées" ;
Le malléable esprit, plongé dans la torpeur,
Chût dans la soumission pour des milliers d'années !

La misère est le lot des croyants en des dieux,
Gourous, superstitions et entités débiles,
Prêches d'abêtisseurs, moralistes odieux ;
Opium anesthésiant pour les foules dociles !

De plus, par la violence au secours de la foi,
Les "sabre et goupillon" vont de pair et protègent
Tous les accapareurs et ceux qui font la loi :
Pauvre peuple ingénu, ferment des privilèges !

Les banques et la Bourse accaparent ce monde ;
Attirés par le lucre, assoiffés de pouvoir,
Des malades mentaux, à la conscience immonde,
S'affirment "race élue", afin de promouvoir

Par la loi de marché, celle de concurrence ;
Ils relèguent le faible, ou le peuple, à l'écart
Du partage des Biens ; lequel en l'occurrence
Est sciemment exploité pour les enrichir. Car,

Pour faire des profits, qu'importe la conscience !
Il faut accumuler sans cesse de l'argent.
Tous les moyens sont bons pour détourner la science,
Et corrompre les coeurs, affamer l'indigent !

L'absurde est général et le luxe arrogant.
.. Pervertis les esprits par l'aimant des monnaies ;
Le F.M.I. Seigneur et puissant ouragan,
Soumet les malheureux aux "manches galonnées" !

Les trafiquants de drogue et les fabricants d'armes
Ne s'embarrassent point de sentiments humains ;
Peu leur chaut la douleur, la faim, sources de larmes,
Le Veau d'Or est leur dieu dont ils sont les larbins !

Pourtant ils savent que toute l'humanité
Va sombrer, par leur faute, en une mort certaine ;
Mais .. leur cupidité, primant leur vanité,
Aussi, dans le Néant, avec nous les entraîne !

Auteurs des pollutions des eaux, des aliments,
De l'air et de la terre et toute la nature,
Ils le sont des cancers, des sidas... Détriments
Infligés à la Vie, entraînant la rupture.

Du cycle naturel de la cause à l'effet ;
L'évolution étant effet de l'existence,
En détourner le but est commettre un forfait !
Dont la loi du profit assume la sentence.

Inévitablement, par la faim apparut
Le "camp" des dominés et celui qui commande ;
Le sentiment banni, chacun a recouru
Le "faible" en l'orémus, l'autre en la réprimande !

Ainsi, par âpreté le "fort" s'est octroyé
Le "droit" d'accaparer les produits qu'il couronne ;
Son instinct animal l'a fait se fourvoyer,
En étouffant en lui la Raison qui fait l'homme !

"Logique égarement" du temps de rareté
Des produits essentiels permettant la survie...
Mais ce comportement frappa de pauvreté,
Impitoyablement, une plèbe asservie.

Roland CARPENTIER